

- 01** Actualiteitsdebat: Arbeidsinspectie en flitscontrole op telewerk. Toegevoegde vragen van
- Gaby Colebunders aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De controles van de Arbeidsinspectie" (55011669C)
 - Gaby Colebunders aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De controles van de Arbeidsinspectie" (55011670C)
 - Björn Anseeuw aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De controles van de Arbeidsinspectie" (55011679C)
 - Anja Vanrobaeys aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Flitscontroles op telewerk" (55012016C)
 - Nathalie Muylle aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Flitscontroles op telewerk" (55012282C)
 - Sofie Merckx aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "Bedrijven als eerste besmettingshaard" (55012373C)
 - Björn Anseeuw aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De controle van de quarantaineplicht door de sociale inspectiedienst" (55012646C)
 - Bert Moyaers aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Flitscontroles op de werkvloer op de naleving van de coronamaatregelen" (55012679C)
 - Nathalie Muylle aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De quarantainecontroles

op de werkvloer" (55012839C)

- Gaby Colebunders aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Flitscontroles op telewerk" (55012857C)

- Evita Willaert aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Controles op thuiswerk" (55013048C)

- Nadia Moscufo aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De controles van de arbeidsinspectie" (55013151C)

- Nadia Moscufo aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De inspecties in het kader van COVID-19" (55013037C)

- Nadia Moscufo aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De naleving van de regel van het verplichte telewerk" (55013143C)

01 Débat d'actualité: Inspection du travail et contrôles aléatoires au télétravail. Questions jointes de

- Gaby Colebunders à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles effectués par l'Inspection du travail" (55011669C)

- Gaby Colebunders à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles effectués par l'Inspection du travail" (55011670C)

- Björn Anseeuw à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles effectués par l'Inspection du travail" (55011679C)

- Anja Vanrobaeys à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles ponctuels du télétravail" (55012016C)

- Nathalie Muylle à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles ponctuels du télétravail" (55012282C)

- Sofie Merckx à Frank Vandebroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les entreprises, premier foyer de contamination" (55012373C)

- Björn Anseeuw à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Le contrôle du respect de la quarantaine par l'inspection sociale" (55012646C)

- Bert Moyaers à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles ponctuels sur le lieu de travail portant sur le respect des règles coronavirus" (55012679C)

- Nathalie Muylle à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles de la quarantaine sur le lieu de travail" (55012839C)

- Gaby Colebunders à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles ponctuels du télétravail" (55012857C)

- Evita Willaert à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles concernant le télétravail" (55013048C)

- Nadia Moscufo à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contrôles de l'inspection du travail" (55013151C)

- Nadia Moscufo à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les inspections dans le cadre du COVID-19" (55013037C)

- Nadia Moscufo à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Le respect du télétravail obligatoire" (55013143C)

01.01 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Madame la présidente, certaines de nos questions datent déjà d'un certain temps. Entre-temps, une demande de nouveaux chiffres a été transmise au ministre à laquelle nous avons obtenu une réponse écrite. Le fond de notre questionnaire porte vraiment sur notre désaccord quant au fait que la Belgique n'est pas encore capable de déceler les *clusters*.

Nous recevons maintenant des informations via Sciensano. Même si cela change évidemment de semaine en semaine, on constate que deux *clusters* sur trois viennent des entreprises.

Monsieur le ministre, on salue positivement le fait que vous ayez augmenté le nombre de contrôles. Il faut cependant aller un pas plus loin, d'une part, en augmentant le nombre de contrôles avec une capacité humaine suffisante et, d'autre part, dans le cadre du contrôle lui-même, il faut aller jusqu'au bout. Même en cas de "petites sanctions", il faut garantir qu'on retourne voir s'il y a respect des

01.01 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Volgens Sciensano zouden twee op drie besmettingsclusters zich in de bedrijven voordoen. De minister heeft het aantal controles opgeschroefd, wat een goede zaak is. Men moet echter nog verder gaan en het aantal controles en controleurs opvoeren. Zelfs ingeval van lichte sancties moet men opnieuw ter plaatse nagaan of de maatregelen correct toegepast worden. De controleurs moeten ook verifiëren of er een risicoanalyse uitgevoerd werd en hoe deze georganiseerd werd.

mesures après l'avertissement qui a été donné. Il faut également retourner voir si des choses sont mises en place dans les entreprises qui ont été fermées.

Par ailleurs, dans le cadre de la *checklist* que les contrôleurs doivent suivre, ceux-ci doivent vérifier s'il y a eu une analyse de risques et cocher "oui" ou "non" en fonction de la réponse. Nous voudrions qu'ils aillent plus loin et qu'ils vérifient de quelle manière cette analyse de risques a été organisée. Il ne faut pas se contenter de la réponse. Il faut par exemple poser les questions suivantes: "Combien d'analyses de risques ont-elles été faites avec le conseiller en prévention? Combien d'entre elles ont-elles été faites en collaboration avec les organisations syndicales?" Il faut vraiment vérifier jusqu'au bout ce qui se passe au niveau des entreprises.

Un autre axe plus spécifique concerne le télétravail. L'orientation du gouvernement vise à privilégier le télétravail tant que possible. Nous voudrions dès lors qu'il y ait un contrôle plus spécifique à ce niveau. Quand on voit le trafic en augmentation sur les autoroutes, cela laisse supposer que pas mal de personnes se rendent encore sur leur lieu de travail, même si ce n'est pas une preuve scientifique. Il faudrait vraiment pouvoir approfondir les contrôles sur ce point précis, surtout en cette période où, malheureusement, ce fameux variant est apparu. Un Conseil de sécurité se tiendra prochainement.

Il y a aussi cette problématique liée à la jeunesse qui risque de devenir une catastrophe psychologique, sociale et pédagogique, surtout dans les familles les plus précarisées. Pour nous, il y a un lien entre le renforcement des contrôles en entreprise et la prise de décisions de manière sereine en tenant compte d'un équilibre entre les questions sanitaires, économiques, sociales et psychologiques, particulièrement pour les enfants. Il s'agit notamment de pouvoir trancher, par exemple, si les enfants doivent retourner à l'école.

La communauté, c'est un package. On pense que contrôler les entreprises est très important pour l'ensemble de la communauté mais aussi pour ses travailleurs qui sont en première ligne et qui n'arrêtent pas de travailler. Ils en ont aussi marre de toutes ces mesures, comme nous tous. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut leur taper sur les doigts parce que c'est avant tout d'abord la direction qui doit garantir cette sécurité-là. Les contrôles ne doivent pas toujours nécessairement avoir pour but une sanction mais en tant que pouvoir public, vous montrez que vous avez vraiment ce souci d'aller voir sur le terrain et d'accompagner aussi bien les directions que les organisations syndicales pour que cela se passe au mieux pour tout le monde.

Des retours que nous avons, il y a des possibilités d'adapter par exemple la distanciation sociale dans des endroits où c'est possible et où cela ne se fait pas encore. Ce qui revient aussi, c'est que là où il y a des organisations syndicales et où la concertation se passe bien, cela se passe plus ou moins bien mais vous savez comme moi, monsieur le ministre, que dans beaucoup d'entreprises, surtout les PME, il n'y a pas de représentation syndicale. On veut vraiment toujours taper sur ce même clou avec vous. Je vous remercie.

La **présidente**: Je répète pour ceux qui ne m'ont pas entendue en début de séance. Il y a deux débats d'actualité aujourd'hui, le premier sur le contrôle et le télétravail et le deuxième sur la norme salariale. Je

Er zou specifiek op het telewerk gecontroleerd moeten worden. De toename van het aantal wagens is een onrustwekkend signaal, vooral nu we met de nieuwe variant geconfronteerd worden. Daarnaast is er de problematiek van de jongeren. In dat verband stevent men op een psychologische, sociale en pedagogische ramp af, vooral voor wat de gezinnen in armoede betreft. Enkel door een evenwicht te zoeken tussen het gezondheidsaspect, het sociale leven en de economie zal men kunnen beslissen of de kinderen opnieuw naar school moeten.

Het is belangrijk dat de bedrijven gecontroleerd worden, enerzijds voor de gemeenschap, maar anderzijds ook voor de werknemers, die deze gezondheidsmaatregelen beu zijn. Een controle moet er niet noodzakelijk toe strekken een sanctie op te leggen, maar moet voor de overheid een middel zijn om aan te tonen dat ze begaan is met de begeleiding van de directies en de vakbonden.

De social distancing wordt nog te weinig toegepast. In bedrijven waar het overleg goed verloopt, is de situatie gunstig. In vele kmo's zonder vakbondsvertegenwoordiging zijn er echter nog problemen.

propose que pour ces deux débats, nous ayons à chaque fois cinq minutes de temps de parole par groupe politique. Ensuite, le ministre pourra répondre en dix minutes si cela lui semble faisable. Puis la réplique sera de deux minutes. Je propose cette organisation afin que nous puissions mener les deux débats voire plus.

01.02 Björn Anseeuw (N-VA): Mijnheer de minister, mijn twee nu geagendeerde vragen heb ik al een tijdje geleden ingediend, maar ze hebben nog niet aan belang ingeboet.

Mijn eerste vraag gaat over de controles door de arbeidsinspectie.

Sinds 13 maart had de arbeidsinspectie al minstens 20.000 bedrijven gecontroleerd en ik vermoed dat er ondertussen wel actuelere cijfers voorhanden zijn. Toen dat cijfer bekend raakte, bleek dat er bij ongeveer de helft van de controles overtredingen werden vastgesteld, ook al gaat het niet altijd om zware overtredingen.

Mijnheer de minister, welke beleidsdaden hebt u al gesteld en plant u nog om de veiligheid op de werkvloer te garanderen?

Voorts wil ik de aandacht vestigen op mijn vraag in welke mate en op welke manier besmettingen op de werkvloer een rol spelen in de belasting van onze gezondheidszorg. Elk woord in die vraag telt. Uiteindelijk moet dat wel de essentie zijn van de bekommernis rond veiligheid op het werk in het kader van de coronapandemie. Over de wijze waarop besmettingen op de werkvloer een rol spelen in de belasting van onze gezondheidszorg, is nog maar weinig gezegd. Uw antwoord benieuwt mij dan ook heel erg. Enerzijds, begrijp ik dat er maatregelen moeten worden genomen; dat staat buiten kijf. Anderzijds, enige wetenschappelijke evidentie is natuurlijk geen overbodige luxe met het oog op een volwaardig debat. Verschillende collega's hoor ik zeggen dat heel wat mensen de maatregelen beu zijn, maar beu is volgens mij niet het juiste woord. Wel denk ik dat de maatregelen op steeds meer mensen beginnen te wegen, wat iets anders is dan het beu zijn, maar het is niet onbelangrijk. Daarom denk ik dat het ook belangrijk is om de situatie op de werkvloer kritisch tegen het licht te houden.

Mijn tweede ingediende vraag gaat over de controle op de quarantaine door de sociale inspectiediensten naar aanleiding van het gewijzigd ministerieel besluit van 12 januari 2021, waarbij werkgevers uit alle sectoren verplicht worden om een gegevensregister bij te houden, als zij met werknemers samenwerken die in het buitenland wonen of verblijven en waarbij werkgevers ook verplicht zijn om na te gaan of het *passenger locator form* werd ingevuld. Binnenkort kan enkel nog met een verklaring op eer naar het buitenland worden gereisd, maar mijn vraag heeft voor een deel ook een principiële zijde. In het ministerieel besluit van 12 januari wordt namelijk een bepaling toegevoegd die stelt dat "de bedrijfsarts aan de betrokken personen kan vragen het bewijs te leveren dat zij de verplichtingen naleven zoals vastgesteld door de bevoegde overheden", een citaat uit het ministerieel besluit. Evenwel wordt die zin niet nader verduidelijkt in de tekst, dus rijzen de volgende vragen.

Welke bewijzen worden er bedoeld? Wat kan de bedrijfsarts al dan niet vragen? Welke juridische grondslag is er om werknemers te verplichten hun werkgever te melden wat zij in hun vrije tijd doen, bijvoorbeeld naar het buitenland gaan? Kan een werkgever volgens u

01.02 Björn Anseeuw (N-VA): L'inspection du travail a constaté qu'environ la moitié des entreprises contrôlées commettait des infractions – plus ou moins graves – aux règles anti-coronavirus. Quelles mesures le ministre a-t-il prises pour garantir la sécurité sur le lieu du travail? A-t-il une idée de l'effet des infections contractées sur le lieu du travail sur la surcharge de notre système de soins de santé?

Les employeurs doivent tenir un registre de données relatives aux travailleurs habitant ou résidant à l'étranger. Ils doivent vérifier si le Formulaire de Localisation du Passager (FLP) a été complété. L'arrêté ministériel du 12 janvier comporte une disposition selon laquelle le médecin du travail peut demander à l'ensemble des intéressés de fournir la preuve qu'ils respectent les obligations en la matière. De quelles preuves s'agit-il? Quel est le fondement juridique de l'obligation faite aux travailleurs de donner à leur employeur des précisions sur des activités auxquelles ils se sont adonnés durant leurs loisirs?

de werknemer verplichten om informatie over de vrijetijdsbesteding te delen of botst dat volgens u op bijvoorbeeld privacygrenzen?

Biedt het ministerieel besluit volgens u een juridische basis voor een algemene quarantaineverplichting na een verblijf in het buitenland? Natuurlijk kunnen er morgen misschien andere regels gelden, maar in de voorbije weken is daar toch een en ander om te doen geweest. Met andere woorden, is er volgens u een juridische basis voor de verplichte quarantaine van een werknemer die niet individueel een quarantaine kreeg opgelegd door een arts na een verblijf in het buitenland?

Bij het ontbreken van zo'n juridische basis zal de werknemer de uitvoering van zijn contract en dus het ontvangen van het loon kunnen vragen, indien hij geen vergoeding voor tijdelijke werkloosheid kan ontvangen na een verblijf in het buitenland.

Er kunnen ook vragen worden gesteld over de juridische basis hem dat recht te ontzeggen, maar dat komt later op de agenda. Daar heb ik ook een vraag over ingediend.

Tot slot, hoe moeten werkgevers nagaan of een werknemer effectief in het buitenland geweest is en of hij het *passenger locator form* heeft ingevuld? Welke concrete middelen heeft een werkgever daarvoor, wanneer de overheid hem die verplichting oplegt?

Zullen er extra sociale controles door de inspectiediensten plaatsvinden om de naleving van de quarantaine te controleren? Of, geactualiseerd, waren er al zulke controles? Zo ja, in welke vorm? Hoeveel waren het er?

01.03 Anja Vanrobaeys (sp.a): Mijnheer de minister, er is nogal wat tijd verstreken tussen de indiening van mijn vraag en het debat vandaag. Ondertussen blijkt duidelijk uit de cijfers van de flitscontroles dat er in een op vijf bedrijven problemen zijn inzake het verplichte telewerk. Wij weten echter ook dat vier op tien bedrijven de oorsprong zijn van besmettingshaarden.

Er zijn nu nieuwe virusvarianten. Het is dus nog altijd belangrijk zowel de coronamaatregelen als de telewerkverplicht na te leven om het aantal besmettingen in de hand te houden en te doen dalen.

De Arbeidsinspectie zegt dat de problemen inzake het verplichte telewerk vooral rijzen in kleine bedrijven, omdat daar niet echt een beleid voor verplicht telewerk ontwikkeld is.

Welke controles worden er uitgevoerd? Hoeveel? Wat zijn de belangrijkste resultaten, zowel van de flitscontroles als van de andere controles door de Arbeidsinspectie?

Welk beleid zal er nader ontwikkeld worden, opdat bedrijven inzetten op telewerk en er een bedrijfsbeleid voor ontwikkelen? Hoe zorgen wij ervoor dat de bedrijven de coronamaatregelen naleven? Het beleid in een bedrijf moet volgens mij ook zorgen voor het mentaal welzijn van de werknemers.

Tot slot, u hebt een advies aan de NAR gevraagd over de omkadering van het verplicht telewerk om te bekijken in welke mate CAO nr. 85

L'arrêté ministériel offre-t-il une base juridique à l'obligation générale de quarantaine après un séjour à l'étranger? Dans la négative, le travailleur pourra réclamer son salaire s'il n'a pas droit aux allocations de chômage temporaires.

Comment les employeurs vérifieront-ils qu'un travailleur s'est rendu à l'étranger et a rempli le formulaire de localisation du passager?

Des contrôles ont-ils déjà été effectués afin de vérifier si la quarantaine obligatoire était respectée?

01.03 Anja Vanrobaeys (sp.a): Le respect de l'obligation de télétravail varie d'une entreprise à l'autre. Ce sont surtout les petites entreprises qui posent problème parce qu'elles n'ont pas de politique en la matière. Quatre entreprises sur dix sont des foyers de contamination. À l'heure où de nouveaux variants du coronavirus font leur apparition un peu partout, il est impératif de maîtriser le nombre d'infections.

Combien de contrôles ont-ils déjà été réalisés? Quels sont les résultats?

Comment le ministre encouragera-t-il les entreprises à mettre en place une politique claire en matière de télétravail? Comment les amener toutes et partout à respecter scrupuleusement les mesures?

Le ministre a-t-il demandé l'avis du

hier van toepassing zou zijn. Wat is de stand van zaken op dat vlak?

CNT afin de savoir si la CCT n° 85 s'appliquait à l'encadrement du télétravail obligatoire?

01.04 Bert Moyaers (sp.a): Mijnheer de minister, mijn collega heeft al vragen gesteld over de controles die nu nog worden aangekondigd, maar later onaangekondigd zullen gebeuren. Ik heb nog een vraag naar aanleiding van een krantenartikel dat bericht dat sommige overheidsbedrijven het niet zo nauw nemen met de telewerkverplichting. Ik denk hierbij meer specifiek aan de kleinere, lokale besturen, die veel essentiële diensten verlenen. Die diensten worden meestal door een of twee personen bemand. Als zij zich fysiek in dezelfde ruimte bevinden, komt men misschien ook daar in de problemen.

01.04 Bert Moyaers (sp.a): Il nous revient que de petites administrations locales prennent certaines libertés à l'égard des règles relatives au télétravail. Ces administrations fournissent souvent des services aux citoyens, qu'ils accueillent dans de petits locaux occupés par quelques personnes.

Mijnheer de minister, werden ook al lokale besturen gecontroleerd? Zo nee, bent u van plan om dat te doen? Wat zijn de gevolgen voor overheidsbedrijven of lokale overheden, als zij zondigen tegen de coronamaatregelen op de werkvloer?

Toutes les administrations locales seront-elles contrôlées? Quelles mesures sont-elles prises à l'égard des entreprises publiques ou des administrations locales s'il s'avère qu'elles ne respectent pas les règles? Le ministre juge-t-il nécessaire de fournir des recommandations aux administrations locales pour qu'elles aménagent les lieux de travail dans le respect des conditions de sécurité sanitaire?

Bij kleine lokale besturen zit men vaak in dezelfde ruimte. Als een lokale overheid essentiële dienstverlening moet aanbieden, kan dat problemen op de werkvloer geven. Acht u het nuttig om voor lokale besturen nog eens extra de maatregelen met betrekking tot het aantal personen dat op een bepaalde oppervlakte aanwezig mag zijn, toe te lichten? Ik denk dat daarover nog heel vaak onduidelijkheid bestaat en dat er nog heel vaak tegen gezondigd wordt.

De **voorzitter**: Mevrouw Muylle is niet aanwezig.

01.05 Evita Willaert (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, vrijdag, na de persconferentie na het Overlegcomité heeft de eerste minister beklemtoond dat telewerken belangrijker dan ooit is om de derde golf te vermijden. Begin januari kondigde u flietscontroles aan bij bedrijven om het verplichte thuiswerken te controleren. Na enkele weken extra controles, met licht stijgende cijfers, ongekende varianten van het virus en zonder versoepelingen van andere maatregelen, zouden we kunnen verwachten dat alles op alles wordt gezet om thuis te werken. Uit cijfers van de Arbeidsinspectie blijkt echter dat 1 op 5 bedrijven de regels rond telewerk niet respecteert. Vooral kleine tot zeer kleine ondernemingen hebben het moeilijk om een volwaardige strategie te ontwikkelen om telewerk in te voeren.

01.05 Evita Willaert (Ecolo-Groen): Eu égard à la hausse des chiffres, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour favoriser le télétravail. Or une entreprise sur cinq ne respecte toujours pas les règles en la matière. Les entreprises qui rencontrent des difficultés dans l'organisation du télétravail devraient se voir proposer une aide.

Verplicht thuiswerk blijft echter een essentiële en belangrijke maatregel, aangezien reeds door Sciensano werd aangetoond dat 4 op de 10 besmettingshaarden in bedrijven liggen. Dat maakt het nog extra prangend dat het telewerk wordt nageleefd.

Combien de contrôles éclairés et d'autres contrôles ont-ils déjà été réalisés? Dans combien de cas des infractions manifestes ont-elles été constatées? Quelles suites y ont-elles été réservées? Est-il nécessaire d'organiser davantage de contrôles non annoncés?

U zei dat de aangekondigde flietscontroles op thuiswerk in de eerste plaats een preventief karakter hebben, maar u onderstreepte bij de aankondiging wel dat er gevolg aan flagrante inbreuken zal worden gegeven.

Hoeveel flietscontroles en andere controles vonden reeds plaats? Bij hoeveel flietscontroles werden flagrante inbreuken vastgesteld? Welk gevolg werd hieraan gegeven?

De Arbeidsinspectie riep, na de publicatie van de cijfers en een toename van de dagelijkse mobiliteitsstromen, werkgevers en werknemers op om zoveel mogelijk thuis te werken. Bestaat er volgens u een nood om sneller over te gaan tot onaangekondigde flietscontroles? Welke initiatieven zult u nog nemen?

Ecolo-Groen vindt het heel belangrijk dat er heel goed wordt toegezien op de naleving van het verplichte thuiswerk. Bedrijven die steun en hulp nodig hebben om zo'n strategie te ontwikkelen, zouden ook handvatten van de overheid aangereikt moeten krijgen om hen hierbij te helpen.

La **présidente**: Nous allons passer à la réponse de M. le ministre. Nous vous écoutons pendant dix minutes, si cela vous semble faisable.

01.06 **Pierre-Yves Dermagne**, ministre: Bonjour à tous.

Je vais tâcher de condenser ma réponse aux différentes questions qui m'ont été adressées et témoignent de l'importance de ce sujet, et de l'attention que mesdames et messieurs les parlementaires lui portent.

Zoals u weet, is voor mij de gezondheid en het welzijn van de werknemers van fundamenteel belang. Daarom heb ik van bij de start van deze regering aan alle inspectiediensten gevraagd om toe te zien op de naleving van de preventiemaatregelen.

Comme vous le savez, tous les services d'inspection sont désormais chargés de vérifier que les mesures de protection et de distanciation sociale sont respectées et, si besoin en est, de dresser des procès-verbaux constatant les infractions.

In de hiërarchie van de preventiemaatregelen staat de verplichting tot telewerk op de eerste plaats. Het naleven van de verplichting tot telewerk is belangrijk voor de gezondheid van de werknemers, de bevolking in het algemeen en de economie. Ik ben er namelijk van overtuigd dat de beste manier om onze bedrijven te steunen erin bestaat de epidemie in te dammen zodat wij niet worden geconfronteerd met een nieuwe golf en een nieuwe lockdown.

Na een periode waarbij de sociale inspectiediensten een eerder preventief en coachend handhavingsbeleid hebben gevoerd, heb ik eind oktober gevraagd het controlebeleid te heroriënteren naar een meer repressief beleid, waarbij de sociaal inspecteurs overgaan tot het opstellen van een pro justitia bij vaststelling van zware inbreuken of manifeste onwil van de werkgevers om de opgelegde verplichtingen inzake de COVID-19-maatregelen na te leven.

Deze inspecties worden gecoördineerd door de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst en worden voortdurend bijgestuurd op basis van de beslissingen die in het Overlegcomité worden genomen. Zo wordt er momenteel stelselmatig gecontroleerd op de naleving van de verplichting tot telewerk door de bevoegde federale sociale inspectiediensten, al dan niet in gecoördineerd optreden, en worden er gecoördineerde flietsacties gevoerd via de arrondissementscellen in de tertiaire sector.

01.06 Minister **Pierre-Yves Dermagne**: Ik zal mijn antwoord op de vragen, die van het belang van dit onderwerp getuigen, trachten samen te vatten.

Dès mon entrée en fonction, j'ai demandé à tous les services d'inspection de veiller au respect des mesures de prévention.

Dans la hiérarchie de ces mesures, le télétravail obligatoire arrive en tête. Juguler la pandémie et prévenir un nouveau confinement constituent les meilleures armes pour soutenir nos entreprises. En octobre, j'ai prié les services d'inspection de passer d'une politique plutôt de prévention et d'accompagnement à une politique plus répressive, impliquant l'établissement d'un procès-verbal en cas d'infraction grave ou de mauvaise volonté manifeste.

Le Service d'information et de recherche sociale (SIRS) coordonne les activités des services d'inspection, lesquelles sont adaptées en fonction des décisions du Comité de concertation. Le respect de l'obligation du télétravail est actuellement contrôlé systématiquement par des inspecteurs sociaux fédéraux et par le biais d'actions surprises menées

J'en viens à présent aux chiffres. Depuis le 28 octobre 2020, les services d'inspection se sont coordonnés pour effectuer 3 075 contrôles spécifiques au télétravail. Dans le cadre de ces contrôles, les services d'inspection se sont rendus sur place et ont constaté des manquements dans 362 cas, ce qui représente un taux d'infraction de 12 %.

Ces contrôles coordonnés concernaient tous les secteurs d'activité. Je dois toutefois vous avouer que ces chiffres doivent pour l'instant être examinés avec prudence car ils sont amenés à évoluer. En effet, les différentes cellules d'arrondissement des services d'inspection disposaient – jusqu'il y a peu – de 45 jours pour encoder l'ensemble des données relatives aux inspections effectuées sur le terrain. Les données des mois de décembre et janvier ne sont dès lors pas encore complètes.

Néanmoins, afin d'améliorer le suivi, qui est essentiel, j'ai demandé de pouvoir disposer des chiffres définitifs beaucoup plus rapidement. À ma demande, le comité stratégique a décidé que, dorénavant, le délai d'encodage des données serait réduit à deux jours. En outre, tous les services d'inspection vérifient désormais le respect des règles. Il est important de noter que les chiffres qui sont en ma possession et que je vous ai déjà communiqués dans le cadre de réponses précédentes ne tiennent pas compte des contrôles effectués isolément par un service d'inspection dans le cadre de ses compétences spécifiques.

D'autres contrôles ont été effectués. Ainsi, le SPF Emploi a, depuis le début de la crise, effectué 24 009 contrôles, en vérifiant systématiquement le respect des mesures sanitaires. Dans 5 608 cas, des infractions liées au coronavirus ont été constatées. Comme vous le savez, j'ai également demandé aux différents services d'inspection d'organiser une campagne de contrôles "éclair", spécifiquement liés au télétravail. Ces contrôles sont toujours en cours.

Depuis le 5 janvier, 232 contrôles ont été effectués dans ce cadre. Des anomalies ont été constatées dans 38 cas, ce qui représente un taux d'infraction de 16,3 %. On peut déjà constater une certaine amélioration; la semaine dernière, le taux d'infraction était de 21,2 % des cas. Je souligne que ces contrôles éclair se sont concentrés sur le secteur tertiaire, en ce compris certains services publics.

Ik heb geen specifieke gegevens over de lokale besturen maar als gewezen Waals minister bevoegd voor de lokale besturen weet ik dat er specifieke instructies werden gegeven.

Om onze inspanningen niet te laten verslappen wordt de campagne rond de telewerkverplichting voortgezet tot eind februari.

Wat uw andere vragen betreft, kan ik u meedelen dat het MB van 28 oktober 2020 de preventieadviseurs en arbeidsartsen toelaat alle personen die zich op de arbeidsplaats bevinden een ingevuld PLF evenals het bewijs van het negatieve testresultaat te vragen. Van de werknemers die normaal in het buitenland wonen of verblijven en van hen die door de werkgevers naar het buitenland werden gestuurd om

par les cellules d'arrondissement dans le secteur tertiaire.

Sinds 28 oktober hebben de inspectiediensten 3.075 controles op telewerk in alle sectoren uitgevoerd en 362 tekortkomingen vastgesteld. De gegevens voor december en januari zijn nog niet volledig omdat de arrondissementscellen 45 dagen tijd hadden om ze in te voeren. Om de opvolging te verbeteren heeft het Strategisch Comité evenwel op mijn verzoek beslist die invoertermijn tot twee dagen te verkorten.

Voortaan zullen alle inspectiediensten nagaan of de regels nageleefd worden. De cijfers die ik u bezorg, omvatten niet de aparte controles die door een inspectiedienst in het kader van zijn specifieke bevoegdheden uitgevoerd worden. Zo heeft de FOD Werkgelegenheid sinds het begin van de crisis 24.009 controles uitgevoerd op de naleving van de coronamaatregelen. Daarbij werden er 5.608 inbreuken vastgesteld. Ik heb ook de verschillende diensten gevraagd flietscontroles op telewerk uit te voeren. Die worden nog steeds uitgevoerd. Sinds 5 januari hebben er 232 plaatsgevonden, waarbij er in 16,3 % van de gevallen inbreuken vastgesteld werden, tegen 21,2 % de week daarvoor. De controles waren toegespitst op de tertiaire sector, met inbegrip van de overheidsdiensten.

Je ne dispose pas de données relatives à la situation à l'échelon des pouvoirs locaux, mais des instructions spécifiques sont en tout cas données à ce sujet. La campagne relative à l'obligation du télétravail se poursuivra jusqu'à la fin du mois de février.

L'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 permet aux conseillers en prévention et aux médecins du travail de demander un FLP

professionele redenen weten werkgevers dat zij uit het buitenland komen. De werkgever weet echter niet of de werknemer naar het buitenland ging tijdens diens vakantie. Dit behoort immers tot de privacy van de werknemer.

De Gegevensbeschermingsautoriteit bevestigt op haar website dat de werkgever wel aan werknemers mag vragen om een vragenlijst in te vullen om na te gaan of zij zich tijdens de afgelopen 14 dagen in een risicogebied bevonden, dan wel of zij recent in contact kwamen met personen die positief getest werden op COVID-19. De werkgever kan hen echter niet verplichten om deze in te vullen. Een werkgever kan de werknemers op dit vlak wel sensibiliseren door te wijzen op de geldende regels inzake quarantaine en testen en te vragen om de relevante informatie vrijwillig te verschaffen zodat hij hiermee rekening kan houden bij zijn risicoanalyse en indien nodig preventiemaatregelen kan nemen.

Het is bijzonder verontrustend te moeten vaststellen dat een belangrijk deel van de reizigers, ongeveer 40 %, bij terugkeer de opgelegde voorwaarden inzake quarantaine en testen niet respecteert, wat het risico van verdere verspreiding aanzienlijk verhoogt. We hebben dan ook beslist om verplaatsingen voor recreatief-toeristische doeleinden vanuit en naar België te verbieden en alleen nog essentiële verplaatsingen toe te staan.

De controle op de naleving van de quarantaineverplichting is in beginsel een bevoegdheid van de deelstaten en het komt hen toe om in dit verband de algemene controle te organiseren. De federale sociale inspectiediensten zullen geen specifieke controles op de naleving van deze verplichting uitvoeren. Ze zullen wel controleren of de door de bevoegde instantie genomen maatregelen gerespecteerd worden. De sociale inspectiediensten zullen met andere woorden de al dan niet verboden aanwezigheid van personen op de werkvloer controleren, op basis van de datum van het PLF dat door iedere Belg en niet-Belg ingevuld moet worden ten laatste 48 uur voor men België binnenkomt om er meer dan 48 uur te verblijven.

Desgevallend kunnen de sociaal inspecteurs ook het bewijs van een negatieve test op dag 7 opvragen. De SIOD heeft een controlemethodologie uitgewerkt om doelgericht controles te organiseren op de arbeidsplaatsen, onder meer op basis van listings die door de RSZ, hiertoe bevoegd op basis van artikel 22 van het ministerieel besluit, zullen worden aangereikt.

01.07 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

J'ai insisté sur le fait que vos chiffres montraient une augmentation des contrôles, mais j'ai oublié de préciser que celle-ci est aussi à mettre en parallèle avec la période au cours de laquelle elle a eu lieu. Il est vrai que nous ne sommes pas tout à fait satisfaits, car il faut regarder ces chiffres par rapport à la crise sanitaire. Nous étions en plein milieu de la deuxième vague. J'insiste donc sur le fait que ce nombre doit augmenter pour faire face à la crise sanitaire, car il est insuffisant. Dans ce cadre-là, il n'y a pas de miracles: il faut investir davantage dans l'Inspection. On ne va pas faire travailler les gens 24 heures sur 24. Il faut donc investir plus au niveau humain.

complété et une preuve de test négatif à toute personne se trouvant sur le lieu du travail. L'employeur n'est pas toujours informé des voyages effectués par les travailleurs durant leur temps libre. L'employeur peut demander aux travailleurs de compléter un questionnaire sur leur comportement en matière de voyages et leurs contacts éventuels avec des personnes positives, mais selon l'Autorité de protection des données, il ne peut les y obliger.

Il est vraiment inquiétant que 40 % des voyageurs ne respectent pas les règles en matière de quarantaine et de dépistage. C'est pourquoi il a été décidé récemment d'interdire les déplacements récréatifs et touristiques vers et au départ de la Belgique.

Le contrôle du respect des règles en matière de quarantaine relève des autorités régionales. Les services d'inspection sociale fédéraux peuvent quant à eux contrôler si des gens qui ne devraient pas être au travail sur la base de leur PLF y sont malgré tout présents. Ils peuvent également exiger une preuve d'un test négatif le jour 7. La méthodologie de contrôle est notamment basée sur les listings de l'ONSS.

01.07 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Men moet de toename bekijken in het licht van de verergering van de gezondheids-crisis, en de personele middelen van de inspectie versterken. Anderzijds blijkt uit de cijfers onvoldoende duidelijk in welke specifieke sectoren en bedrijven de problemen rijzen. In de logistiek en de bouwsector worden de regels meegedeeld, maar kunnen ze niet worden toegepast.

Ensuite, nous pensons qu'il faut aller plus loin sur les données concrètes. Par exemple, les chiffres ne démontrent pas assez dans quels secteurs et dans quelles entreprises les problèmes se posent. Vous dites qu'il y a des employeurs qui ne respectent pas suffisamment les règles – je pense que vous avez raison. Ce n'était pas mon propos de taper en premier lieu sur les travailleurs quand je disais qu'ils en avaient marre. Ce n'était peut-être pas le bon mot, mais vous m'aurez comprise: dans une ambiance de travail, c'est avant tout l'employeur qui doit donner le ton.

Il nous faut vraiment ces chiffres. Ce qui nous remonte du terrain – mais ce n'est évidemment pas une analyse objective –, c'est que dans la logistique et la construction, la situation est compliquée. Les règles sont communiquées, mais on ne sait pas les appliquer pour faire son travail correctement. Il faut beaucoup plus d'inspections. Vous avez parlé de contrôles internes qui se font à l'interne de l'entreprise au-delà de vos services d'inspection. Le problème est que ces contrôles ne remontent pas jusqu'à votre administration. Cependant, si vous avez les retours, ces informations nous intéressent.

Vous n'avez pas répondu à la question de savoir si vous comptiez réfléchir à améliorer cette check-list, sans vous contenter de la demande faite par l'inspecteur de savoir s'il y a eu une analyse de risques, et c'est tout. Il faut vérifier qualitativement comment l'analyse a été réalisée.

Monsieur le ministre, nous reviendrons ultérieurement sur le sujet.

01.08 Björn Anseeuw (N-VA): Mijnheer de minister, u hebt een aantal van de vragen die ik gesteld heb beantwoord. U hebt er ook een aantal niet beantwoord.

De strekking van mijn vragen was tweëërlei.

Enerzijds, kunt u toelichten op welke manier besmettingen op de werkvloer een rol spelen in de belasting op onze gezondheidszorg? Daar transparantie over verschaffen is de manier om een draagvlak te creëren voor de vele beperkingen die worden opgelegd op en naast de werkvloer.

Anderzijds, hebt u niet geantwoord op mijn vraag over het ruimere coronadebat. Dat is natuurlijk bijzonder kwalijk omdat u tegelijk uit een vaatje tapt waaruit in de voorbije weken wel vaker wordt getapt, namelijk dat mensen die uit het buitenland komen onmiddellijk worden geculpabiliseerd. U zegt dat 40 % zich niet aan de regels heeft gehouden, maar de vraag is: welke regelgeving is dat eigenlijk? Er zijn toch heel veel gereede twijfels over de juridische grondslag van de beperkingen.

De regel die vanaf morgen ingaat, namelijk dat alleen essentiële reizen naar het buitenland toegestaan zijn met een verklaring op eer, is opnieuw een regelgeving in de vorm van een tandenloze tijger. Hetzelfde geldt voor de verplichting van de bedrijfarts aan de betrokken medewerkers te vragen het bewijs te leveren. Eigenlijk is niets afdwingbaar. Als u regels oplegt, maak dan dat zij afdwingbaar en duidelijk zijn. In de voorbije weken en maanden was daar allesbehalve sprake van.

De interne controles door de bedrijven worden niet aan uw administratie meegegeeld. Hebt u daar meer gegevens over? De inspectiediensten moeten niet alleen nagaan of er een risico-analyse werd uitgevoerd, maar moeten ook onderzoeken of die wel aan de kwaliteitsvereisten voldoet. Daarop hebt u niet geantwoord.

01.08 Björn Anseeuw (N-VA): Le ministre n'a pas répondu à ma question relative au rôle des contaminations sur le lieu de travail en termes de charge pour nos soins de santé. Les personnes qui arrivent de l'étranger sont immédiatement pointées du doigt, mais de nombreux doutes compréhensibles entourent le fondement juridique des restrictions. Si le ministre impose des règles, celles-ci doivent être contraignantes et claires, or, c'est loin d'être le cas. Le ministre ne doit dès lors pas s'étonner qu'un certain nombre de personnes ne se sentent pas concernées.

Si l'on doit se fier à une déclaration sur l'honneur, disons dans ce cas que tout le monde peut partir en voyage à condition d'effectuer une déclaration sur l'honneur. En l'absence d'un contrôle fédéral efficace en la matière, nous n'arriverons à rien.

U zou zich de vraag moeten stellen wat de juridische basis is voor de algemene quarantaineverplichting? Volgens mij is die er zelfs niet. Er wordt een algemene quarantaineverplichting ingevoerd in een aantal omstandigheden terwijl daar geen juridische basis voor is. Dan mag u natuurlijk niet verwonderd zijn dat een aantal mensen zich niet onmiddellijk aangesproken voelt. Als u zoveel openingen laat dat het eerder om een kaas met gaten gaat dan om een efficiënte aanpak van de coronapandemie op de werkvloer, maar ook ernaast, moet u er niet van schrikken als mensen de kaas met gaten nemen zoals die is.

Ik vind het kwalijk dat het debat over het effect van bepaalde beperkingen op de werkvloer niet ten gronde kan worden gevoerd. Ik vind het kwalijk dat de regering daardoor geen draagvlak creëert. Ik vind het kwalijk dat die beperkingen opgelegd worden zonder dat er eigenlijk een ernstige juridische basis voor is. Ik verwijs daarbij naar de algemene quarantaineverplichting en ook naar het reisverbod met de verklaring op eer.

Als u op een verklaring op eer moet vertrouwen, zeg dan gewoon dat iedereen wel naar het buitenland op reis mag vertrekken op voorwaarde dat hij een verklaring op eer aflegt. Iedereen kan op eer verklaren wat hij wil, natuurlijk. U hebt ook gezegd dat de federale overheid er alvast niet op zal controleren. Dan zijn wij natuurlijk bijzonder ver van huis. Ik wil toch een pleidooi houden het coronadebat eindelijk te voeren met alle gegevens op tafel.

Ik heb gevraagd in welke mate de besmettingen op de werkvloer een rol spelen. Zelfs daar komt geen antwoord op.

Ik wil ook een pleidooi houden voor duidelijke regels die wel afdwingbaar zijn, anders moet je ze niet opleggen. Het is het één of het ander. Er wordt hier allerlei in ministeriële besluiten gegoten zonder dat daar een juridische basis voor is. Ik vind dat bijzonder kwalijk, niet alleen principieel omdat de juridische basis in een rechtsstaat belangrijk is, maar ook omdat het eigenlijk het draagvlak voor bepaalde maatregelen, als dat er al zou zijn, a priori onderuithaalt. Dat haalt natuurlijk het doel van de hele strijd tegen corona ook onderuit en dat kan niet de bedoeling zijn.

01.09 Anja Vanrobaeys (sp.a): Mijnheer de minister, dank u voor uw antwoord.

Uiteraard vind ik het goed dat u bijkomend heeft ingezet op de controles die voor een deel coachend zijn, maar dat er bij flagrante inbreuken wel wordt opgetreden en gesanctioneerd. De telewerkverplichting, maar ook de coronamaatregelen die moeten worden nageleefd op de werkvloer, zijn zoals u heeft aangegeven essentieel in het belang van de gezondheid van de werknemers, maar ook van de gehele bevolking en zo van de economie. Immers, als iedereen er tussenuit valt, kan de economie ook niet blijven draaien.

Ik had meer verwacht en zou willen aandringen op het voeren van beleid op dat vlak. Ik kan mij voorstellen dat de telewerkverplichting in maart 2020 ons wat overviel, wat voor bedrijven die daarmee niet vertrouwd waren, wel tot improviseren leidde. Ondertussen zijn we negen maanden verder en moet ook voor kleine bedrijven die niet zo gemakkelijk beroep doen op preventieadviseurs, meer beleid worden

01.09 Anja Vanrobaeys (sp.a): Le respect des mesures de lutte contre le coronavirus au travail est vital, pas uniquement pour la santé des travailleurs, mais aussi pour notre économie. Un absentéisme important dans les rangs des travailleurs risque de paralyser l'économie.

En mars 2020, l'obligation du télétravail nous a pris au débotté, mais neuf mois sont passés depuis. Pour les petites entreprises aussi, il convient d'élaborer une politique claire mettant à leur disposition les instruments nécessaires à la mise en œuvre

uitgewerkt waardoor ze over tools en instrumenten beschikken om de telewerkverplichting te implementeren in het bedrijf.

We moeten ook oog hebben voor de omkadering van werknemers. Het is mentaal bijzonder zwaar om elke dag voor een scherm te zitten en thuis te werken. Er is een aantal maatregelen om dat te combineren, bijvoorbeeld met afstandsonderwijs, maar voor veel mensen blijft het toch alle ballen tegelijkertijd in de lucht houden. Ik denk ook aan de winter, aan extra verwarmingskosten, of nog aan een goede bureaustoel. Dat zijn dingen waarop men niet is voorzien.

Er bestaat ook de website telewerk.be. Daar staan goede tips op. Het gaat wel uit van structureel telewerk, maar er staan ook goede filmpjes op inzake corona. Mogelijk kan die website verder worden gebruikt om in te zetten op mentaal welzijn en het beleidskader. In ieder geval moet bij de sociale partners nog eens worden aangedrongen om goed te voorzien in omkadering voor verplicht telewerk. Ondertussen zijn we immers negen maanden bezig en zonder enige vorm van omkadering kan dit niet blijven duren.

01.10 Evita Willaert (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord.

Uit de cijfers blijkt dat we bij de sensibiliserende flitscontroles een daling zien van het aantal inbreuken. Zij hebben dus wel degelijk hun effect. Daarnaast moeten we blijvend inzetten op al die mensen die niet kunnen telewerken. Ik heb wellicht de vraag van collega Anseeuw niet goed begrepen. Ik dacht dat de cijfers van Sciensano aantonen dat 4 op de 10 besmettingshaarden in bedrijven liggen. We hebben die cijfers dus. Ze tonen hoe belangrijk het is om ervoor te zorgen dat zo weinig mogelijk mensen die niet op de werkvloer aanwezig moeten zijn, er weg blijven en thuis kunnen werken. Zij die wel op de werkvloer moeten opdagen, moeten dit in de meest veilige omstandigheden kunnen doen.

Van ons uit krijgt u alle steun om daar verder keihard op in te zetten, maar ik roep u op ook te bekijken welke tools er nog nodig zijn voor de kleinere bedrijven om te kunnen voldoen aan de verplichting van telewerken.

Als ik na collega Van Robaeyns kom, val ik vaak in herhaling. Het is belangrijk om ervoor te zorgen dat mensen op een gezonde manier kunnen telewerken en daarvoor de nodige middelen hebben.

01.11 Bert Moyaers (sp.a): Ik zal heel kort zijn, omdat mijn fractietijd uiteraard al op is.

Ik denk dat het goed is dat er controles gehouden worden. Dat u ze de afgelopen tijd in de tertiaire sector heeft gedaan, vind ik ook positief. Ik hoor u zeggen dat er speciale instructies worden gegeven over telewerk aan de lokale besturen. Maar dan is het natuurlijk belangrijk dat ze ook opgevolgd worden. Daar is het belangrijk om bij heel wat lokale besturen nog eens op die nagel te kloppen.

01.12 Tania De Jonge (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik had geen concrete vraag ingediend maar wil wel even onze mening meegeven over telewerk.

approfondie du télétravail obligatoire. Nous devons être attentifs, par ailleurs, à l'encadrement des travailleurs. La consultation du site internet www.teletravailler.be pourrait être conseillée pour miser sur leur bien-être mental.

01.10 Evita Willaert (Ecolo-Groen): Le nombre d'infractions est en baisse. Les contrôles ponctuels de sensibilisation semblent donc fonctionner. Nous ne pouvons toutefois pas oublier toutes les personnes qui n'ont pas la possibilité de télétravailler. Les chiffres de Sciensano montrent que quatre foyers sur dix se trouvent en entreprise. Ceux qui doivent travailler sur place doivent pouvoir le faire dans des conditions sûres de bout en bout. Je demande au ministre de fournir les outils nécessaires aux petites entreprises afin qu'elles puissent organiser le télétravail.

01.11 Bert Moyaers (sp.a): Je salue le fait que des contrôles soient réalisés et ce, également dans le secteur tertiaire. Il est positif que des instructions spécifiques aient été fournies aux autorités locales dès lors que celles-ci doivent elles aussi être contrôlées.

01.12 Tania De Jonge (Open Vld): Le télétravail est un instrument essentiel dans la lutte contre la pandémie et nous

In deze coronatijden moeten wij toch beseffen dat het een heel moeilijk evenwicht is. De maatregelen hebben ervoor gezorgd dat de economische motor niet volledig stilvalt. Uiteraard wordt verwacht dat er maximaal een beroep gedaan wordt op telewerk. Ook werd aangetoond dat heel wat besmettingen op de werkvloer gebeuren. Dat is uiteraard verontrustend. Thuiswerk moet dus zeker en vast maximaal gestimuleerd worden. Toch hoort men op de werkvloer dat af en toe contact nodig is, voor het psychologisch welzijn van de werknemer. De gezondheids crisis is natuurlijk een heel duidelijk signaal dat men thuiswerk maximaal moet promoten.

Die controles zijn absoluut nodig, maar wij moeten opletten voor een heksenjacht. Heel wat bedrijven zijn zich absoluut bewust van de noodzaak ervan in het kader van de gezondheids crisis. Het werd hier reeds een paar keer gezegd, er zijn obstakels voor kleinere bedrijven om dat zeer goed te kunnen implementeren. De tools die aangereikt worden om dat uit te voeren, zijn ontzettend belangrijk.

In andere bedrijven is een permanentie dan weer vaak verplicht. Daarmee moet rekeninggehouden worden. Dan moeten op de werkvloer heel strikte maatregelen worden toegepast zodat die bedrijven operationeel kunnen blijven.

Het is voor mijn partij heel belangrijk dat wij naar de toekomst kijken. Na de crisis moet het thuiswerk gebaseerd worden op CAO 85, die bedoeld is om een structureel kader voor thuiswerk te organiseren, maar dan op basis van vrijwilligheid. De sociale partners zullen hierin een heel belangrijke rol vervullen om dat afsprakenkader uit te werken.

Wij vinden de controles heel belangrijk, maar men moet nakijken of het bedrijf wel kan voldoen aan die maatregelen en op welke wijze het bijstand kan krijgen om daaraan maximaal te voldoen. Voorts willen wij kijken naar de toekomst, om op basis van CAO 85 het telewerk structureel in te bouwen, maar dan op basis van vrijwilligheid.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

devons absolument le promouvoir. Par ailleurs, il est également important de concevoir que les travailleurs ont besoin d'entretenir des contacts pour conserver une bonne santé psychique. Les entreprises et les travailleurs se rendent bien compte qu'il est important que chaque contact soit limité et nous devons veiller à ne pas ouvrir une chasse aux sorcières.

Il est important, en effet, d'offrir aux petites entreprises les outils permettant d'organiser le télétravail. Les grandes entreprises n'ont souvent pas d'autre choix que d'assurer une permanence et elles doivent respecter des mesures sévères pour pouvoir mettre en place un tel système en toute sécurité.

Après cette crise, le télétravail devra être basé structurellement sur la CCT n° 85, mais ce sur une base volontaire. Les partenaires sociaux joueront un rôle important dans l'élaboration d'un cadre conventionnel clair.

Si les contrôles sont certes importants, nous devons surtout examiner si l'entreprise est à même de se conformer aux mesures, mais aussi ce dont elle a besoin pour le faire dans les meilleures conditions possibles.